

Jean-Placide KEZA

**VALEURS CULTURELLES
ET ECHEC DE L'AIDE
AU DEVELOPPEMENT**

Paris, L'Harmatan, 2005

Extrait :

Section 2, Chapitre 2, Partie I, pp. 148-150

**2. La captation de l'aide au développement pour la
conquête et la conservation du pouvoir**

Depuis les accessions à l'indépendance, *les classes politiques africaines utilisent les organes de l'État comme support de l'ascension économique et sociale.*

Cette situation, qui perdure, a été renforcée par l'émergence du sentiment selon lequel la fonction politique est la voie la plus sûre, voire unique, pour accéder à l'enrichissement et au pouvoir, alors qu'antérieurement, l'école, par l'appropriation du savoir, et le commerce paraissaient les seuls à permettre une ascension sociale. En outre, de nos jours, l'implantation des écoles, des universités,

la distribution des bourses, tant nationales qu'étrangères, et les facilités accordées aux hommes d'affaires locaux font l'objet d'une gestion politique qui obéit aux desseins explicites et immédiats du pouvoir.

Il y a donc un lien remarquable entre la *détention du pouvoir* au sein de l'appareil de l'État et *l'acquisition de la richesse*. C'est pourquoi les responsables politiques profitent sans vergogne de leurs fonctions pour accumuler richesses et pouvoirs personnels et en faire profiter ceux qui les soutiennent sans aucune considération d'efficacité ni d'intérêt public. Ainsi s'explique pour l'État post-colonial africain que les responsables politiques ne définissent pas un objectif précis et clair en matière de développement. Leur seule motivation est de conserver le pouvoir, en faisant tout ce qu'il faut pour cela.

L'État post-colonial a en fait un *objectif pervers* en ce qu'il est prédateur à l'avantage des " nantis " (classes au pouvoir). Comme la participation au pouvoir donne une emprise sur l'économie, il se forme une classe d'hommes d'affaires qui, sans nier l'existence des entrepreneurs personnellement indépendants du pouvoir, est constituée des associés directs des membres de la classe politique dont ils concourent à recycler les prébendes engrangées (Bayart, p. 131).

Cet "*entreprenariat politique*" africain a pour conséquences une *aggravation de la corruption* et une *militarisation accrue des régimes*, ce qui engendre des coûts économiques importants, sources de l'inefficacité économique.

2.1. La corruption

Pendant longtemps, la corruption a été reléguée au rang des épiphénomènes, ne suscitant aucune réprobation, certains allant même jusqu'à lui trouver des vertus, et donc à l'encourager. "*Où est le problème de la corruption ?*" demandait le politologue Leys il y a presque quarante ans. A

quoi il répondait, suivant un argument qui n'est pas sans rappeler les discours du sociologue Merton ou de Machiavel, que *la corruption a son rôle, voire son utilité. Dans une situation désastreuse, la corruption et autres pots-de-vin peuvent bénéficier à la société, et non pas seulement à leurs instigateurs* " (Klitgaard, 2000, p. 2.). Cet argument a été repris par Huntington. Dès 1968, il faisait valoir que la corruption a son utilité dans les États qui imposent une pléthore d'obstacles administratifs. Selon lui: *" Du point de vue de la croissance économique, seule une bureaucratie rigide, centralisée à l'excès et honnête est pire qu'une bureaucratie rigide, centralisée à l'excès et malhonnête "* (Klitgaard, 2000, p. 2.).

Quant à la *corruption politique*, elle fonctionnerait comme l'huile dans les rouages. Avec un effet redistributif important, elle serait un substitut fonctionnel à la participation directe au pouvoir et constituerait le ciment des élites et des partis en conditionnant l'efficacité du pouvoir. Quant aux réseaux relationnels, ils articulent la société civile au monde politico-administratif et relient verticalement divers échelons du pouvoir. Le clientélisme et la machine politique en sont des formes particulières et fonctionnent comme des systèmes d'échange immédiat ou différé. Toutefois, dans le cas de la corruption politique, les réseaux se font plus discrets ou secrets et franchissent les frontières de la légitimité culturelle, si ce n'est de la légalité (Becquart-Leclercq, 1984, p. 21). La corruption politique serait alors, d'après Durkheim, *"normale tel le crime, assurant un libre jeu nécessaire dans les rouages de la société"* (Becquart-Leclercq, 1984, p. 21). Ainsi, aux États-Unis, pour la ville de Chicago, les programmes du *new deal* avaient été appliqués localement grâce à la corruption des politiciens et des bureaucrates locaux.

La *corruption politique* aurait aussi une autre fonction importante, celle de *redistribution des ressources publiques*

par des voies parallèles accessibles à des groupes qui, autrement, en seraient exclus. L'exemple le plus frappant est celui, en France, du financement des partis. Ayant été à bonne école depuis toujours, *l'Afrique noire n'a donc pas le monopole de la corruption*. Mais ce qui en fait une spécificité c'est que, premièrement, elle est admise, généralisée et reconnue; et, deuxièmement, elle contient les germes du non État et de la mise en place de systèmes de pouvoirs qui font fi de la démocratie.

...